

TIMOR ORIENTAL

ENJEU

Bien que des tendances positives aient été enregistrées, particulièrement dans le comportement des militaires, les violations des droits de la personne se sont poursuivies au Timor oriental en 1996.

CONTEXTE

Ancienne colonie portugaise, le Timor oriental s'est trouvé sans institutions ni gouvernement local après la révolution portugaise de 1974. Une guerre civile en a résulté et le 28 novembre 1975, le mouvement victorieux du FRETILIN a déclaré cette région indépendante. Sous le prétexte de répondre à un appel à l'aide d'autres groupes timorais et d'écarter une menace communiste, les troupes indonésiennes ont envahi, le 7 décembre 1975. L'Indonésie a, par la suite, annexé unilatéralement le Timor oriental et l'a déclaré sa 27^e province, le 17 juillet 1976. Alors que le gouvernement indonésien a déclaré qu'il y avait eu 30 000 morts, les militants timorais en ont fixé le chiffre à 200 000. L'ONU n'a toujours pas reconnu l'annexion du Timor oriental. Le 12 novembre 1991, les craintes de la communauté internationale se sont accrues quand les forces armées ont ouvert le feu sur une procession funéraire à Dili, ce qui a causé des dizaines de morts.

La situation au Timor oriental s'est détériorée lors de la rencontre des dirigeants de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (CEAP) à Djakarta, alors que des manifestations au Timor oriental et l'occupation, simultanément, de l'ambassade des États-Unis attiraient une fois de plus l'attention de la communauté internationale sur cette région. La situation est restée tendue en 1995, où l'on a déploré de nouvelles éruptions de violence, des arrestations arbitraires, des disparitions et des exécutions sommaires. En raison d'une forte présence militaire, le 20^e anniversaire de l'invasion du Timor oriental s'est passé sans incident.

En dépit du fait que les militaires sont apparemment passés du mouvement clandestin dans les villes aux actes de guérilla à la campagne, l'année 1996 a connu plusieurs importantes manifestations et émeutes violentes, déclenchées par des incidents de nature religieuse et ethnique. Aux premiers stades des manifestations, les militaires ont utilisé des méthodes reconnues de maîtrise et de dispersion des foules au lieu d'avoir recours à des munitions chargées. Toutefois, ils en seraient revenus à des méthodes plus brutales de maîtrise des foules lorsque les manifestations se prolongeaient et devenaient plus violentes. Les interrogatoires se seraient déroulés dans un climat plus professionnel de la part de la police comme des militaires.

Le gouvernement indonésien continue de participer aux entretiens trilatéraux avec le Portugal, organisés par l'ONU, dans le but de trouver « une solution juste et acceptable par la communauté internationale ». En raison de la nomination d'un nouveau secrétaire général de l'ONU, la rencontre de décembre entre le ministre des Affaires étrangères, M. Ali Alatas, et le ministre portugais des Affaires étrangères, M. Jaime Gama, a été repoussée. Le Timor oriental reste le point de mire de la communauté internationale, en